

BERTRAND BADIE

INTER-SOCIALITÉS

LE MONDE N'EST
PLUS GÉOPOLITIQUE



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



De Paris à Téhéran, d'Alger à Santiago ou de Bagdad à Port-au-Prince : tout au long de l'année 2019, ces villes ont été le théâtre de manifestations populaires qui ont toutes replacé le social au centre du jeu international, laissant la politique dans l'impuissance. En 2020, la circulation d'un virus mortifère, transmis par des millions d'interactions sociales, défait tous les gouvernements de la planète. Alors que le social semblait naguère régi par la politique, les deux instances

semblent avoir aujourd'hui échangé leurs attributs. Les relations *internationales* sont devenues *inter-sociales*.

L'arène internationale ne se limite plus à une simple juxtaposition d'États mais est sous l'emprise d'un tissu social qui conditionne de plus en plus l'action des dirigeants. C'est l'analyse de cette conquête sociale de l'international qui est au centre de ce livre. Car les conflits actuels ne sont plus dominés par le choc des armées, mais alimentés par des phénomènes de souffrance sociale comme la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les rivalités communautaires. Et derrière ces mouvements populaires, les entrepreneurs d'opinion, médias, réseaux sociaux, lanceurs d'alertes, acteurs privés en tous genres remodelent les relations internationales à leur gré...

Les relations inter-sociales conduisent à une nouvelle lecture du monde et de ses enjeux, elles inspirent l'urgence de nouvelles politiques étrangères et de nouvelles diplomaties.

Professeur de Relations internationales à Sciences Po, Bertrand Badie est l'auteur, entre autres, de La fi des territoires (1995, rééd. 2014), L'impuissance de la puissance (2004, rééd. 2013), et plus récemment de Le temps des humiliés. Pathologie des relations internationales (2014).

Nous ne sommes plus seuls au monde (2016), Quand le Sud réinvente le monde (2018) et L'hégémonie contestée (2019).

Bertrand Badie

Inter-socialités

Le monde n'est plus géopolitique

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Introduction

Le mercredi 18 mars 2020, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen faisait au quotidien allemand *Bild* un aveu qui ne trompait pas : « Je pense que nous tous, qui ne sommes pas experts, avons sous-estimé au départ le coronavirus. » L'avant-veille au soir, Emmanuel Macron avait, à sa manière, confessé sa surprise : « Beaucoup de choses que nous pensions impossibles adviennent. Mais retenons ça : le jour d'après, quand nous aurons gagné, nous ne reviendrons pas au jour d'avant. » Quelques semaines auparavant, le président de l'« hyperpuissance américaine » faisait preuve d'assurance : « Nous avons la situation fermement sous contrôle », affirmait-il, avant de devoir constater que les États-Unis étaient devenus, en l'espace de quelques jours, la première victime de la crise sanitaire qui s'abattait sur la planète. L'ordre mondial devenait ainsi l'otage d'une insécurité humaine depuis longtemps annoncée, mais dont on ne voulait pas imaginer qu'elle déferait à ce point les lois sacrées de la géopolitique, les stratégies bien ordonnées, cette vieille vision issue des temps de l'absolutisme qui mettait le politique avant l'humain.... Pourtant, l'un des chantres de cette ancienne grammaire, Henry Kissinger, déclarait le 3 avril 2020, au *Wall Street Journal* que « la pandémie du coronavirus modifiera à jamais l'ordre mondial ». Lui, le tenant d'un rapport interétatique exclusivement fait de puissance, ajoutait qu'il convenait, face à ce défi, de « gagner la confiance du public » afin de garantir « la solidarité sociale, les relations entre sociétés, la paix et la stabilité internationales ». Les relations inter-sociales dépasseraient-elles ainsi, chez ce tenant de la *realpolitik*, l'objectif de paix entre États ?

Était-ce si nouveau quant au fond ? Laissons de côté la dimension sanitaire du sujet et penchons-nous, en reculant de quelques mois, sur un autre aspect de l'aventure sociale et de ses irrévérrences politiques et internationales. Le 24 février 2019, le Premier ministre algérien, Ahmed Ouyahya, voyant monter une colère populaire, sociale et extra-partisane qui allait donner naissance

au fameux *Hirak* (« Mouvement »), s'efforça d'y répondre publiquement en évoquant une peur qu'il allait chercher ailleurs, celle d'un « spectre syrien » qui désormais, selon lui, menaçait son pays : le social défiait une autorité impuissante tout en s'inscrivant dans un cycle international qui suscitait la crainte. Presque simultanément, Donald Trump contemplant, depuis la Maison-Blanche, un mouvement social hors normes, promu par les Gilets jaunes français, devinant sur-le-champ qu'il pouvait en faire un élément privilégié de sa diplomatie du tweet. L'aubaine était jugée telle qu'il s'y reprit à quatre fois : le 13 novembre 2018, à l'aube d'un mouvement dont il pressentait l'importance, pour railler la cote de popularité défaillante de son homologue français ; douze jours plus tard, pour reprocher aux manifestants de ne pas avoir suffisamment souligné combien les États-Unis avaient été maltraités par l'Europe ; le 4 décembre suivant, pour prétendre avoir entendu quelques porteurs de gilets chanter « *We want Trump* » dans les rues de Paris. Le 16 mars 2019, enfin, il saisissait la même occasion pour dénoncer, « à l'unisson du peuple parisien » auquel il déclarait son amour, les orientations de l'accord de Paris sur le climat, scellé en 2015 par la 21^e conférence des parties sur les changements climatiques (COP21).

Tout semble dit à travers ces dernières références : l'ancrage international des mouvements sociaux qui font fi désormais des frontières et convoquent un imaginaire et une politique d'extraction mondiale ; le désarroi et l'impuissance d'un chef de gouvernement qui observe passivement la protestation populaire dans les rues d'Alger, qu'il ne comprend pas, qu'il ne catalogue pas, qui n'obéit plus à la grammaire politique qu'il tenait d'un monde aujourd'hui périmé ; sa promptitude à rapprocher ces événements de ceux qui, ailleurs et plus à l'est, donnèrent naissance à une interminable guerre civile qui atteignait alors le demi-million de morts. Comment s'étonner de son manque de réactivité, lorsqu'on constate que ses semblables, aux quatre coins du monde, se croient tenus de prendre position depuis chez eux, tout en perdant leur voix et une bonne part de leur imagination face à des événements qu'ils savent appartenir désormais à l'agenda international tout en restant politiquement insaisissables ? Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, se réfugie ainsi quelques jours après Ahmed Ouyahya dans des formules dont

l'originalité ne convainc guère : « Il faut que l'Algérie trouve l'impulsion nécessaire pour faire face aux défis qui sont devant elle et l'impulsion nécessaire pour répondre aux aspirations de son peuple. » Suivant un autre automatisme, l'ambassadeur de Chine à Alger « soutient l'Algérie et s'oppose à toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures ». L'Union européenne active son logiciel en appelant « au respect de l'État de droit »... Nul ne s'y trompe et chacun sait le dire dans son propre langage : au-delà d'un certain seuil, un événement social, crise sanitaire ou explosion contestataire, est aujourd'hui un événement international devenu incontrôlable et périlleux pour tous, dans sa capacité proactive, mais aussi dans son identité largement nouvelle de paramètre inédit ou d'acteur novice du jeu international !

Mais les propos de Donald Trump nous en disent davantage : certaines dynamiques sociales produites chez les autres peuvent être aussi une aubaine diplomatique. Au-delà des vieux canons de la non-ingérence, elles offrent une opportunité pour affaiblir, voire entraver, le prince rival, pour lui confisquer le peuple qu'il est censé gouverner, pour se saisir de la société voisine afin d'en faire un instrument de sa propre diplomatie. Le président américain n'a pas été le seul à instrumentaliser le mouvement social français qui s'était dressé face à Emmanuel Macron : le vice-président du Conseil italien, Luigi Di Maio, s'était rendu, le 5 février 2019, dans la bonne ville de Montargis afin d'immortaliser, par une série de photos, sa solidarité avec des Gilets jaunes qui se portaient candidats aux élections européennes ; son associé-rival, Matteo Salvini, y était allé de son tweet de soutien. Bien plus tôt, le 9 décembre précédent, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan avaient déjà su en faire usage, tandis que le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Bahrâm Ghâsemi, avec une pointe d'ironie, ne manqua pas en cette occasion d'« appeler à la retenue » les autorités et la police françaises jugées par trop répressives ! De façon encore plus scabreuse, Donald Trump parle de « virus chinois » à propos du Covid-19, érigé en « ennemi de l'Amérique », certains, dans son entourage, n'hésitant pas à l'assimiler au communisme : décidément, le social tend à devenir l'objet de toutes les manipulations politiques, même les plus naïves !

Cette instrumentalisation diplomatique ne nous conduit pas pour autant au fond des choses : faire parler à son profit le peuple

des autres, ou pire encore la souffrance des autres, n'est pas nécessairement nouveau, même si les moyens modernes de communication mènent bien plus loin qu'autrefois. Donald Trump pouvait bien sûr affirmer à la face du monde entier que le bon peuple de Paris l'acclamait, même s'il utilisait pour cela des images d'une manifestation londonienne qui prétendait soutenir un militant d'extrême droite, Tommy Robinson. L'instrumentalisation politique peut ouvrir à bien des abus et transformer la scène internationale en un jeu complexe d'invectives bousculant les codes diplomatiques d'antan. Pourtant, un tel jeu a ses limites : tout juste vient-il heurter de plus en plus communément les sensibilités souverainistes. La vraie nouveauté tient au rôle désormais *proactif* de ces dynamiques sociales, leur intensité croissante et leur capacité de créer l'événement sur une scène internationale plus décloisonnée que jamais. L'année 2019 aura marqué l'histoire par cette profusion de mobilisations qui ont affecté un ensemble disparate de sociétés de par le monde : de Port-au-Prince à Paris, d'Alger à Santiago du Chili, de Bagdad à Quito, Beyrouth ou Téhéran, des millions de personnes ont pu défiler avec des slogans qui se ressemblaient, avec des interactions qui les réunissaient, d'un continent à l'autre, et malgré les différences de contexte. Le phénomène peut s'imposer aussi par simple projection internationale : le 25 mai 2020, la mort de George Floyd, provoquée par la brutalité de policiers de Minneapolis, crée immédiatement de fortes mobilisations internationales contre un crime jugé raciste et devient un événement mondialement sensible, relayé par des manifestations à Londres, Toronto, Berlin, Dublin, Paris, Zurich et jusqu'en Nouvelle-Zélande. L'ambassadeur américain au Zimbabwe est convoqué et les porte-paroles des ministères chinois et iraniens des affaires étrangères dénoncent violence et racisme aux États-Unis. Vladimir Poutine parle d'une « crise interne » chez son rival américain : non seulement le statut de la superpuissance est mis en jeu, mais la diffusion de l'événement vient aussi recomposer les vies politiques d'un grand nombre de nations.

Ces orientations nouvelles repeignent l'international à leurs couleurs, créent un nouvel agenda, projettent de nouveaux acteurs dans une arène jusque-là réservée, et même aseptisée à coups de protocoles et de connivences diplomatiques. L'année 2020 aura brutalement confirmé la tendance en plaçant cette fois le monde

entier, politique, économique et stratégique, sous la coupe d'une crise sanitaro-sociale sans précédent. Autant de manifestations en grande partie nouvelles qui ont un dénominateur commun fort, en ce qu'elles replacent le social, exprimé ou subi, au centre du jeu international, de manière non pas conjoncturelle mais essentielle et durable.

Plus encore, ces expressions inédites font l'histoire et l'événement : ce que dix-huit mois de sanctions renforcées, décidées par le maître de la plus grande puissance mondiale, n'avaient pas réussi à faire, des manifestants défilant à Beyrouth, à Bagdad ou à Téhéran semblent en mesure de l'imposer. Si les États-Unis ne sont pas parvenus à faire plier la République islamique par le simple jeu de la puissance, la rue irakienne ou libanaise, puis celle des villes iraniennes, dès le 15 novembre 2019 à Ahvaz, exercèrent une pression inédite qui se révéla plus embarrassante pour les « conservateurs » au pouvoir à Téhéran. Les incendies successifs des consulats iraniens à Bassorah (septembre 2018), à Karbala (3 novembre 2019), et à Nadjaf (27 novembre), auxquels s'ajoute le souvenir de la manifestation anti-Hezbollah devant l'ambassade d'Iran à Beyrouth qui fit un mort le 6 juin 2013, montrent où sont désormais les acteurs les plus redoutables et où sont les vraies cibles. Voilà qui rejoint la lecture des formes nouvelles de conflictualité internationale, qui ne sont plus dominées par le choc des armées mais par la souffrance de populations civiles, otages d'un jeu où le choc de puissances n'est plus l'essentiel : les « guerres » au Sahel n'ont plus qu'un vernis géopolitique, là où elles résultent plutôt d'une infinité de souffrances sociales qui mobilisent désespérément, de la désertification qui prive de terres et de la pollution qui aggrave ce déficit, de l'insécurité alimentaire qui va croissant, des rivalités tribales et communautaires qu'une absence d'institutions rend insolubles et d'une précarité sanitaire rythmée d'épidémies dévastatrices. De même, trente ans de néolibéralisme échevelé n'ont jamais été sérieusement remis en cause nulle part, malgré tant de dysfonctionnements et d'échecs : un virus lâché dans la nature décide, en revanche, les plus libéraux des dirigeants à proclamer que ce monde pensé par l'école de Chicago est définitivement révolu. La souffrance sociale impose sa loi un peu partout, directement ou non, laissant la politique dans l'impuissance ou l'indifférence ! Alors que le social était naguère perçu comme la part molle de notre monde

qui semblait régi par un politique dur, les deux instances semblent avoir aujourd'hui échangé leurs attributs.

À telle enseigne que le social s'installe au centre même du jeu international jusqu'à s'ériger en arbitre de plus en plus affirmé. La mobilisation populaire qui a suivi l'assassinat ciblé du général iranien Ghassem Soleimani (3 janvier 2020) peut en témoigner : rassemblant subitement une foule déferlante un peu partout au Moyen-Orient, elle semblait annuler la protestation anti-iranienne qui avait dominé les mois passés. La tragédie de l'avion ukrainien abattu par une erreur probable de la défense anti-aérienne iranienne le 8 janvier réorienta brutalement les manifestations en sens inverse. Ainsi, la rue vida d'abord de sa substance le choix stratégique américain en désignant Téhéran comme victime, puis priva la République islamique de sa part de revanche en sanctionnant la maladresse tragique de sa riposte. L'histoire diplomatique change de scribe : tout au long de cet épisode dramatique, elle se révèle à la merci de trois postures sociales qui se succèdent à un rythme soutenu et sur un mode parfaitement contradictoire. Ces mutations sont accompagnées et aidées en cela par les nouvelles technologies de communication, le nouveau statut de l'information et de l'image, la transformation et singulièrement la mondialisation des imaginaires sociaux : l'humain s'installe de façon sophistiquée au centre de la scène internationale et nul ne pourra plus l'en déloger.

Encore n'est-ce là que la partie la plus spectaculaire des bouleversements : ce durcissement du social a une signification beaucoup plus étendue, ne se limitant pas aux seules tragédies sanitaires ni aux seuls mouvements sociaux, pour profiter à quantité d'acteurs. Derrière cette mobilisation internationale des sociétés, les entrepreneurs d'opinion, médias, réseaux sociaux, lanceurs d'alertes, mais aussi fabricants de *fake news* ou hackers en tous genres, mettent leur science et leur art au service d'acteurs privés qui peuvent modeler et remodeler les relations internationales à leur gré. Viennent ensuite les acteurs économiques, libérés de bien des carcans ; les acteurs religieux, dont on ne cesse de parler et dont l'importance mobilisatrice est inversement proportionnelle à la « sécularisation » qu'on cherche bien hâtivement à faire rimer avec modernisation. La question se complique ici du dilemme qui nous accompagnera tout au long de ce livre : ce social

à l'œuvre est-il sujet ou instrument ? Désigne-t-il les nouveaux décideurs du monde ou est-il l'instrument trompeur d'une puissance plus ou moins cachée ? En fait, la réalité sociale qu'on oublie de regarder en face renvoie à une totalité, à une complexité, celle d'une agrégation d'acteurs jouant *ensemble* et s'imposant *ensemble*. Si ce nouveau monde a ses manipulateurs, il n'a pas forcément ses stratèges tout-puissants et occultes qui plaisent tant à l'esprit simple des amateurs de complot... Le social est collectif, irréductible aux stratégies individuelles, comme l'a énoncé Émile Durkheim¹, qui semble aujourd'hui avoir plus que jamais raison ; il lie entre eux les acteurs, les enjeux, les mobilisations, sans dériver de choix politiques hiérarchiquement calculés ; il est à tous et à personne ; il met en évidence, selon la formule de Marcel Mauss, des « faits sociaux totaux », c'est-à-dire qui engagent tout ou partie de la société, de ses acteurs, de ses valeurs, de ses institutions². C'est cette totalité, cette interdépendance et cette inclusion croissantes, qui font aujourd'hui les relations internationales, devenues de plus en plus *inter-sociales*, loin des simplismes géopolitiques. Par ce nouveau concept, nous désignons toute relation sociale de pertinence internationale qui conditionne le jeu des États et qui se construit, non pas sous le choc de puissances, mais au gré d'interactions impliquant des sociétés ou des groupes sociaux, sous l'effet de ce qu'ils énoncent, de ce qu'ils accomplissent ou des conséquences de leur comportement.

Il s'agit donc bien d'un changement de grammaire internationale. En fait, la rupture est double. Elle s'impose de façon évidente quand on considère le contexte qui dominait en 1945, moment décisif marquant l'envol de la science contemporaine des relations internationales. L'ambiance était alors à la valorisation de la puissance, celle qui s'était révélée capable de terrasser le monstre nazi et qui s'apprêtait à défendre le « monde libre » face au totalitarisme soviétique. Autant dire que la puissance étatique était alors tenue pour bonne autant qu'efficace, et qu'elle se devait d'écrire seule les codes des relations bipolaires qui se profilaient. Qu'y avait-il d'autre susceptible alors de la dépasser ?

1. Durkheim, 2009 [1894].

2. Mauss, 1973 [1923].

Le règne du « diplomate et [du] soldat » ne serait plus discuté³. Hans Morgenthau – qui s’est très vite imposé comme le grand prêtre d’une école réaliste presque monopolistique – n’écrivait-il pas dès 1948, dans son ouvrage fondateur, que « la politique internationale [était] une lutte pour la puissance⁴ » ? À peine concédait-il que « les nations [pouvaient] s’engager autrement dans l’arène internationale », tout en rappelant immédiatement que « seule la puissance comptait »⁵. Ces affirmations, qui restent au centre de la grande théorie réaliste, sont encore présentes dans l’inconscient politique et scientifique, et nourrissent même souvent le discours commun sur la paix, la guerre ou le jeu international. Elles pouvaient aider à comprendre la vie internationale d’alors, peut-être même jusqu’à la chute du mur de Berlin. Même si, dans les timides réserves avancées par Morgenthau, on devine que les systèmes sociaux avaient leur place dans l’arène, à travers la compétition idéologique, le *soft power* ou la pertinence internationale de la lutte des classes, nul ne contestait alors que la puissance tranchait toujours en dernière instance, aussi fragiles ou illusoire que fussent ses arbitrages. Nul n’envisageait le social autrement que dans sa marginalité au sein de l’espace mondial, et en fait sa mise à l’écart finale par le souverain arbitrage de la puissance. Aujourd’hui, ce livre veut montrer qu’il en va différemment, que le social irrigue de manière décisive chacun des faits internationaux, et décide même de la guerre et de la paix, selon des modalités qui invalident tout usage présomptueux de la puissance.

C’est ici qu’intervient la seconde rupture. Passé les moments les plus durs et les plus brutaux de la guerre froide, la théorie des relations internationales a accompagné la détente en forgeant une variété d’approches plus nuancées, mais qui se rejoignaient toujours dans le commun refus de la sociologie. Alors que renaissait le courant libéral en relations internationales, celui-ci élargissait la perspective, tenait compte des acteurs non étatiques, et soulignait notamment leur « interdépendance complexe » au sein de l’arène

3. Aron, 1962.

4. Morgenthau, 1948, p. 27.

5. *Ibid.*, p. 28.

internationale, tout comme le besoin ardent de coopération internationale⁶. Mais l'État, attributaire exclusif d'une puissance non discutée, restait encore le seul régulateur possible et le perpétuel décideur, dans l'ignorance des dynamiques sociales. Ce courant s'orientait, dans le sillage de Woodrow Wilson, vers la définition de « régimes internationaux », d'institutions publiques capables de promouvoir la coopération internationale et d'organiser la paix⁷. Même si une place était faite, dans cette perspective, aux autres acteurs, ceux-ci n'avaient pas accès aux déterminants de la guerre ni au jeu dur de la conflictualité ; ils ne remettaient pas en cause non plus les principaux fondements de la politique étrangère, où ils n'intervenaient qu'en tant qu'acteurs de pression. Fidèles à leurs ancêtres John Locke ou Emmanuel Kant, ces auteurs restaient dans une vision très classiquement politique de la guerre et de la paix.

Côté réaliste, les évolutions pouvaient sembler décisives : Kenneth Waltz, le principal réformateur du courant, inventeur du « néoréalisme », fondait son approche sur une séparation nette, militante et sans concessions, entre les relations internationales et la sociologie⁸. Son propos était clair : le système international affiche une spécificité qui le détache de tous les autres systèmes sociaux et surtout qui l'amène à avoir ses propres principes d'équilibre et de régulation. Il est constitué d'unités homogènes (les États) et d'une ressource à nulle autre pareille (la puissance). C'est cet ensemble, et la position de chaque État en son sein, qui façonnent la politique internationale au jour le jour : le propre d'un gouvernement est d'agir souverainement dans ce cadre pour améliorer sa position, y compris par la guerre s'il le faut. En fait, le cercle est parfaitement fermé, voire vicieux : les États seuls font le système international, lequel refait perpétuellement chacun des États. Par rapport aux grands ancêtres, des changements intéressants apparaissent : on n'est plus exactement dans la ligne anthropomorphique de Thomas Hobbes. Détente oblige, il faut apporter de sérieux amendements à la pensée du

6. Keohane, Nye, 1977.

7. Ruggie, 1998 ; Keohane, 1984.

8. Waltz, 1979, Waltz, 1991 ; Rothstein, 1991.

grand philosophe anglais, père de notre modernité politique : les États ne sont plus considérés comme des souverains ferrailant à l'infini au nom de leurs seuls intérêts, mais comme les éléments d'une sorte de « puzzle » dont l'organisation globale commande la conduite de chacun. Cependant, cet ordre se veut exclusivement politique, fait d'équilibres militaires, de polarité et d'alliances : le social ne passe pas ! Les études de relations internationales se calent définitivement sur la course aux armements, qui fait l'objet d'un nombre infini de travaux, l'évolution de l'équilibre entre puissances ou la détection des grandes stratégies. Le reste est négligé et les politiques étrangères sont comme protégées de toute référence aux sociétés.

Tout le problème est là : si ces postures pouvaient faire illusion à l'époque bipolaire, elles peuvent difficilement convaincre aujourd'hui de leur exclusive pertinence. S'en tenir à elles seules au temps de la détente était déjà faire preuve d'une myopie, voire d'une certaine cécité, qui explique que nul ne vît venir la chute du mur de Berlin ni le réveil du Sud⁹, et que la mondialisation qui se profilait restât en marge des travaux menés par les internationalistes de l'époque. Quelques francs-tireurs commençaient pourtant à se faire connaître : l'Australien John Burton hasarda l'hypothèse, dès les années 1970, d'une « société mondiale » faite d'une multitude d'acteurs enchevêtrés générant une politique internationale qui n'était pas seulement de facture intergouvernementale¹⁰. Robert Jervis, en pionnier, s'interrogea sur les « perceptions et les fausses perceptions » dans le jeu international, se rapprochant ainsi de l'humain ordinaire¹¹. Plus tard, aux États-Unis même, et alors que le mur de Berlin tombait, James Rosenau, mal compris et décrié par ses congénères malgré un passé académique reconnu, commença à attirer l'attention sur le rôle « turbulent » d'acteurs non étatiques, sociaux et transnationaux dans le nouveau jeu mondial qui devenait ainsi « dual », intergouvernemental et social¹² : à peine privait-on alors le

9. Badie, 2018.

10. Burton, 1972.

11. Jervis, 1976.

12. Rosenau, 1990.

marxisme du monopole de l'étude des firmes transnationales... Mais c'est en France, pays de Durkheim et terre universitaire alors peu prompte à imiter les États-Unis, que démarrèrent, somme toute assez tôt, quelques vagues projets d'une sociologie des relations internationales¹³.

Aujourd'hui, seuls la nostalgie et l'entêtement théorique peuvent servir d'excuse. Les trois piliers de l'ordre international néoréaliste se sont en effet effondrés ou presque : il n'y plus de polarisation capable de l'organiser, de structurer les politiques étrangères et d'ordonner les enjeux¹⁴ ; la puissance militaire n'est plus décisive, elle ne suscite plus de victoire et se trouve dans l'incapacité d'organiser l'ordre international¹⁵ ; tandis que les alliances perdent de leur stabilité, se noient dans la fluidité des rapports entre États et réservent des surprises qui conduisent par exemple Emmanuel Macron à s'inquiéter de la « mort cérébrale » de l'OTAN, la plus célèbre d'entre elles...

En fait, ce décès annoncé ne menace pas seulement une composante de l'ensemble, mais toute une vision qui est aujourd'hui en survie artificielle, par l'acharnement de princes qui ne veulent pas voir le nouveau monde tel qu'il est, et de savants qui ne veulent le penser qu'à la manière d'autrefois. C'est toute une conception « géopolitique » des relations internationales qui se trouve ébranlée et remise en cause, celle qui gouverne encore les manuels et les pensées, alors que le monde n'est plus principalement « géo- » et qu'il est beaucoup moins politique. D'une part, l'abolition des distances consécutive à la révolution des communications a eu des implications autrement plus importantes qu'on a pu d'abord le croire : elle explique notamment une pandémie qui a pris le monde par surprise, et rappelle que, sans disparaître physiquement, les territoires ont perdu de leur pertinence politique et les frontières ont régressé dans leur efficacité, tandis que les imaginaires se sont mondialisés – autant de mutations profondes qui ont remis en cause l'exceptionnalité de l'international telle que proclamée par Kenneth Waltz, et qui ont

13. Vernant, 1952 ; Merle, 1974 ; Devin, 2002.

14. Haass, 2008.

15. Badie, 2005.

permis aux relations sociales banales d'envahir tous les espaces relâchés du jeu international. Ceci d'autant plus que la globalisation de celui-ci a introduit sur la scène mondiale des cultures extra-européennes qui ne donnent pas le même sens au principe étroit de territorialité qui était à la base du vieux système westphalien, celui que connut l'Europe de la paix de Westphalie (1648) à la chute du mur de Berlin. Le transnational et le transculturel tendent à l'emporter sur la belle marqueterie territoriale de jadis !

D'autre part, le monde est de moins en moins politique : même si elle peut être tenue pour précaire, la victoire du néolibéralisme, construite dans une telle ambiance de post-bipolarité, a été marquée par l'avènement d'une suprématie presque sacrée du marché sur le politique. Si cet ascendant est désormais contesté, son principal pourfendeur se trouve dans le champ social et dans celui des mobilisations humaines, bien plus que dans l'ordre étatique et gouvernemental classique, cher à nos réalistes, classiques ou réformateurs. La tectonique des sociétés, l'entrechoquement des dynamiques sociales, tantôt convergentes pour dénoncer l'ordre économique mondial, tantôt conflictuelles pour opposer des intérêts particuliers, l'emportent désormais sur le jeu diplomatique policé ou sur l'affrontement militaire codifié. Dans cette ambiance, le concept d'intérêt national, un temps fétichisé, perd de son sens et dévoile sa nature illusoire face à un impressionnant émiettement des intérêts sociaux et face à la pluralité de leur habillage culturel. La guerre n'est plus une confrontation d'intérêts collectifs gravés dans le marbre par une parole gouvernementale pleine de sa légitimité, mais résulte d'un jeu effroyablement complexe d'intérêts particuliers, s'entremêlant, s'unissant puis s'opposant au gré des conjonctures : cette subtilité qui devient le tourment des stratèges d'antan fait le régal des entrepreneurs de violence, de Boko Haram à Daech, peut-être plus aptes, par leur configuration plus souple, à recueillir les fruits de ces nouveaux chocs.

Ce que la guerre ou, plus exactement, les « nouveaux conflits internationaux », arrivent à faire, les programmes de paix tendent tout naturellement à le répliquer. Au-delà des thématiques classiques, nourries d'équilibre des forces, de désarmement et de sécurité collective, la paix gagne, à son tour, ses parures sociales. C'est ainsi que le PNUD (Programme des Nations unies pour le

développement) a inventé, en 1994, le concept de sécurité humaine, proclamant haut et fort que la paix signifiait désormais la libération des humains d'une peur essentiellement sociale, liée notamment à l'incertitude alimentaire, aux menaces sanitaires, aux risques environnementaux, aux fragilités économiques, à l'irrespect des cultures minoritaires, à l'ignorance des droits humains et aux déficiences institutionnelles. La conception militaire de la sécurité est alors présentée par certains comme un « vestige » (*left over*)¹⁶. Belle intuition des crises qui nous menacent aujourd'hui (sanitaires, alimentaires ou climatiques), belle prémonition des paramètres qui feraient, quelque deux décennies plus tard, l'ordinaire des conflits sahéliens ou congolais comme de la plupart des conflits du Sud. Face à quoi, la pensée stratégique du maréchal Galliéni (1849-1916) ou même celle du colonel Galula (1919-1967) – qui semble encore inspirer la plupart des expéditions militaires descendant du Nord vers le Sud – prennent soudain comme un goût d'archaïsme...

On atteint alors le cœur même de notre sujet : l'arène internationale n'est plus tapissée de cette savante juxtaposition d'États plus ou moins puissants et définitivement souverains, exclusivement animés par des princes de foi démocratique ou autoritaire ; elle est désormais tendue d'un tissu social extrêmement sensible qui conditionne de plus en plus ses dirigeants et ses armées, explicitement ou non, par les urnes ou par la force, par la crainte ou par l'effet de surprise. Nul ne prétend que le politique s'en trouve éteint, mais il perd son monopole, et même sa prééminence et sa maîtrise de l'agenda : un Printemps arabe ici, une décomposition sociale là au cœur du Sahel, Ebola au Congo, le coronavirus partout, l'augmentation du prix des carburants ou une taxe nouvelle sur l'un des continents, et c'est la face même des relations internationales qui s'en trouve transfigurée... L'algorithme des savants ou le plan des stratèges n'avaient pas su prévoir tant de turbulences, tandis que les princes, tout à leur surprise, crient au complot et dénoncent les « *bad guys* », les « hydres » de toute sorte, ou évoquent la fatalité, oubliant tous l'explication

16. James, 2014.

principale, celle que Durkheim, il y a plus d'un siècle, nommait froidement « pathologie sociale¹⁷ »...

À pathologie nouvelle, traitements nouveaux, ou, du moins, effort pour les imaginer. Le paradoxe est là : le jeu politique commande de s'emparer de l'inédit pour se créer de nouvelles opportunités, ou de le mettre au placard pour persister dans l'erreur. Nul doute que cette nouvelle face sociale des relations internationales a considérablement activé des formes inédites de politiques palliatives, notamment la diplomatie électorale de Donald Trump, ou même, plus tôt, certains aspects de la diplomatie néoconservatrice de George W. Bush. En même temps, elle a laissé intactes les interventions militaires des vieilles puissances au sein du nouveau monde, malgré le cortège d'échecs qu'elles ont entraîné. Flatter ou soulager une société de plus en plus sensible tout en sauvegardant les vieilles cultures de puissance devient un principe commun des politiques étrangères d'aujourd'hui. Les sociétés, elles, réagissent, s'adaptent, comme en témoigne le rôle croissant des organisations non gouvernementales (ONG), locales ou transnationales, dans ce nouveau jeu mondial, conflictuel ou coopératif ; il en va de même des collectivités territoriales, des forums sociaux, mais aussi, sur d'autres modes, des acteurs religieux comme des opérateurs économiques. Tantôt au nom de la paix, tantôt pour la cause contraire, ces intrus se révèlent plus actifs, plus inventifs, plus modernes que des États, ankylosés par leur certitude ou au contraire affaiblis par leur rachitisme institutionnel ou leur défaut de légitimité.

C'est l'analyse de cette conquête sociale de l'international qui sera au centre de ce livre. Ou plutôt faudrait-il parler de *reconquête* : l'obsession westphalienne propre aux vieilles puissances a fait oublier qu'il y avait une vie avant la vie, que le social se confondait avec le mondial avant que ne fût inventée une culture moderne et européenne de l'international ! Le premier temps de notre démarche interrogera donc l'histoire et fera ainsi place à la pluralité : on verra comment jadis, y compris sur les terres du Vieux Continent, le mondial, dans ses modestes dimensions d'alors, appartenait au social, comme d'ailleurs un peu partout, en Afrique

17. Durkheim, 2009 [1894].

comme en Chine. La révolution westphalienne construisit un écran politique qui sépara l'international des sociétés : mais il le fit de manière fragile, voire ambiguë, si bien que ce cloisonnement ne s'imposa jamais totalement, sauf dans l'esprit des princes qui surent en faire un privilège (première partie). Il nous faudra ensuite comprendre comment ce schéma intellectuel – et institutionnel – s'est peu à peu décomposé, comment les premières infiltrations sociales remirent en cause de fait (mais rarement de droit) les vieux schémas, inventant des pratiques nouvelles, des conflits inédits, des enjeux originaux et tragiques, des événements internationaux jusque-là inconnus, des acteurs rarement rencontrés, des comportements ignorés sur cette scène autrefois si policée et toujours aussi cruelle (deuxième partie). Enfin, il nous faudra examiner comment ce nouveau contexte commande de nouvelles diplomaties, des politiques étrangères adaptées et des institutions pertinentes : ce nouveau système international précède le politique, qui est devenu réactif face à un monde que ses gouvernants ne voient pas, mais que ceux qui en souffrent comme ceux qui en profitent ont déjà su imaginer (troisième partie) ! Tant il est vrai que la vieille puissance sert plus l'ego des princes qu'elle ne satisfait le besoin des sociétés.

Composition : Le vent se lève...

Retrouvez tous les ouvrages
de CNRS Éditions
sur notre site

www.cnrseditions.fr